

24/10/2017

la visite dans le Tarn et Garonne de MR MAGNANT

Notre intervention:

Même si nous restons polis et courtois, notre colère et celle des agents dans nos services est très forte vis à vis des propositions du DG pour les règles de mutations.

Nous ne sommes pas contre l'idée de faire passer des collègues du département avant les apports extérieurs.

Dans les services il y a trop de rotation, il faut stabiliser les effectifs pour le bien être du service.

Sur les propositions du groupe de travail mutation, ce sont là des propositions du DG pour faire miroiter un avantage à une partie des collègues dans le seul but de supprimer l'affectation nationale RAN/Mission structure pour préparer le terrain aux suppressions d'emplois 2019 à 2022 tout en supprimant les garanties.

Une affectation nationale à la RAN c'est toujours mieux qu'une affectation nationale au département.

Aujourd'hui un collègue du 82 qui veut une RAN sur le département limitrophe comme le 31 ne veut pas forcément se retrouver au bout du département de la Haute Garonne à ST Gaudens.

Actuellement un agent est affecté nationalement DDFIP/RAN/mission-structure. Si toutes les RAN ne sont pas remplies c'est uniquement la volonté de l'administration de gérer les sous-effectif et de ne pas remplir tous les postes vacants.

Les incompréhensions demeurent en demandant les postes vacants qui sont refusés, notamment la catégorie B et cette situation perdure.

Les agents bougent non pas pour le plaisir mais pour se rapprocher au plus vite de chez eux.

Le manque d'effectif se traduit aussi par des rotations au sein d'un service, par des changements de "métiers" avec des formations insuffisantes. Nous pensons que cela aggrave le ras le bol des collègues qui doivent sans cesse se remettre en question. Cela nuit aux conditions de vie au travail, augmente la détresse, le stress, toujours solliciter à faire plus et encore plus.

SOLIDAIRES demande une pause voir l'arrêt de toutes les réformes de structure.

La tendance lourde d'industrialisation des services impose sans concertation des conditions d'emplois dégradées et laisse peu de place à l'autonomie des agents et au sens qu'ils cherchent désespérément dans le travail demandé.

La volonté de construire une DGFIP VIRTUELLE ne cesse de s'accélérer avec l'abandon des services de proximité, la départementalisation et la régionalisation des missions.